

**ARRETE n° 624 MET du 23 janvier 2015 portant modification d'agrément de la société Tahiti Contrôle Technique pour assurer les vérifications réglementaires dans les établissements recevant du public.**

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 388 PR du 17 mai 2013 modifié portant nomination du vice-président et des autres ministres du gouvernement de la Polynésie française et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 824 PR du 18 novembre 2013 modifié relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'urbanisme et des transports terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public ;

Vu le code de l'aménagement de la Polynésie française ;

Vu la demande d'agrément du bureau Tahiti Contrôle Technique en date du 8 août 2011 ;

Vu l'avis de la commission de sécurité dans sa séance du 31 août 2011 ;

Vu l'arrêté n° 2712 PR du 4 octobre 2011 modifié portant agrément de la société Tahiti Contrôle Technique pour assurer les vérifications réglementaires dans les établissements recevant du public ;

Vu la demande de renouvellement d'agrément de la société Tahiti Contrôle Technique en date du 14 septembre 2012 ;

Vu l'avis de la commission de sécurité dans sa séance du 17 octobre 2012 ;

Vu l'arrêté n° 28 PR du 15 janvier 2013 portant renouvellement de l'agrément de la société Tahiti Contrôle Technique pour assurer les vérifications réglementaires dans les établissements recevant du public ;

Vu la demande de renouvellement d'agrément de la société Tahiti Contrôle Technique en date du 5 décembre 2013 ;

Vu l'avis de la commission de sécurité dans sa séance du 8 janvier 2014 ;

Vu la demande de modification d'agrément de la société Tahiti Contrôle Technique en date du 25 novembre 2014 ;

Vu l'avis de la commission de sécurité dans sa séance du 26 novembre 2014,

Arrête :

Article 1er. — La société Tahiti Contrôle Technique, (BP 130085, 98717 Punaauia), est agréée pour une durée de

trois (3) ans, à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française, pour procéder aux vérifications réglementaires prévues dans les établissements recevant du public définies à l'article D. 515-6 du code de l'aménagement de la Polynésie française.

Cette modification d'agrément concerne les vérifications réglementaires suivantes, pendant les phases de conception, de construction et d'exploitation :

- a) Installations électriques et éclairage ;
- b) (sans objet) ;
- c) Comportement au feu des matériaux et éléments de construction, isolement, cloisonnements et dégagements, dispositifs d'alarme et d'alerte, moyens de secours, équipements de désenfumage naturel ;
- d) Installations de gaz, de fluides médicaux, de ventilation, de chauffage, de réfrigération et de conditionnement d'air, équipements de désenfumage mécanique.

Art. 2. — Le bénéfice d'agrément modifié est accordé dans la limite des missions détaillées ci-après :

Mission	Intitulé de la mission
L	Solidité des ouvrages et éléments d'équipement indissociables
LE	Solidité des ouvrages existants
LP	Solidité des ouvrages et éléments d'équipement dissociables et indissociables
BRD	Transport des brancards dans les constructions
ENV	Environnement
HAND	Accessibilité des constructions pour personnes handicapées
AV	Stabilité des avoisinants
PS	Sécurité des personnes dans les constructions en cas de séisme
SEI	Sécurité des personnes dans les ERP et IGH à l'exception du contrôle des ascenseurs, escaliers mécaniques et trottoirs roulants
SH	Sécurité des personnes dans les bâtiments d'habitation
STI	Sécurité des personnes dans les bâtiments du secteur tertiaire ou industriel
HYS	Hygiène et santé dans les bâtiments
PO	Vérification des portes et portails
PH	Isolation acoustique des bâtiments
TH	Isolation thermique
DEM	Solidité des ouvrages en cas de démolition (existant)
AMO	Assistance à maîtrise d'ouvrage
F	Fonctionnement des installations
CO	Coordination des missions de contrôle technique de construction
-	Contrôle technique des ouvrages de génie civil

Art. 3. — A l'issue de cette période, le bénéficiaire de cet agrément pourra présenter un dossier de renouvellement, comprenant :

- les informations nécessaires pour identifier le demandeur (identité du responsable ou raison sociale, numéro d'immatriculation au registre du commerce, statuts, adresse...) ;
- les références aux dispositions générales et particulières du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public pour lesquels l'agrément est sollicité ;

- une liste représentative des établissements recevant du public vérifiés dans le cadre de l'agrément au cours des douze mois précédant la demande, accompagnée des rapports correspondants ;
- la liste nominative des contrôleurs de la société, précisant la mention de leurs qualifications ;
- un état permettant de justifier de la participation des contrôleurs à la formation professionnelle continue et/ou du maintien des acquis durant la période d'agrément ;
- la liste des sous-traitants auxquels l'organisme a éventuellement fait appel.

Art. 4. — Le bénéficiaire de cet agrément ne pourra soustraire ses missions de vérifications, qu'à une autre personne ou organisme lui-même agréé.

Art. 5. — La liste des contrôleurs de la société Tahiti Contrôle Technique, avec la mention de leurs qualifications, peut être consultée au bureau prévention du service de l'urbanisme.

Art. 6. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 23 janvier 2015.  
Albert SOLIA.

**ARRETE n° 635 MET du 26 janvier 2015 autorisant Mme Célestine Tane à occuper le domaine public aéroportuaire de Anaa (îles Tuamotu) dans le cadre de l'exploitation d'un stand de vente de produits artisanaux à l'intérieur de l'aérogare (régularisation).**

Le ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 676 PR du 16 septembre 2014 portant nomination du vice-président et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 685 PR du 17 septembre 2014 relatif aux attributions du ministre de l'équipement, de l'aménagement et de l'urbanisme, des transports intérieurs et de l'environnement ;

Vu la délibération n° 96-27 AT du 15 février 1996 fixant le régime des occupations temporaires du domaine public aéroportuaire ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 514 CM du 15 mai 1996 approuvant le cahier des charges applicables aux autorisations d'occupation temporaire de dépendance du domaine public aéroportuaire et le formulaire de demande d'autorisation d'occupation du domaine public aéroportuaire ;

Vu l'arrêté n° 1277 CM du 30 juillet 2010 modifié fixant les tarifs des redevances dues pour l'occupation temporaire d'emplacement dépendant des aérodromes du pays ;

Vu la demande de Mme Célestine Tane en date du 31 août 2014,

Arrête :

Article 1er. — Mme Célestine Tane est autorisée à occuper pour une durée de neuf (9) ans renouvelable, un emplacement d'une superficie de 10 mètres carrés dépendant du domaine public aéroportuaire de Anaa (îles Tuamotu) dans le cadre de l'exploitation d'un stand de vente de produits artisanaux à l'intérieur de l'aérogare.

La présente autorisation précaire et révocable est particulière à Mme Célestine Tane et n'est transmissible à aucune autre personne physique ou morale.

Elle prend effet à compter du 6 octobre 2014.

Toute cession ou location sera nulle de plein droit.

Art. 2. — Les conditions d'occupation du domaine public aéroportuaire de Anaa (îles Tuamotu) par Mme Célestine Tane font l'objet d'un cahier des charges auquel est annexé le plan d'occupation agréé correspondant.

Art. 3. — La présente occupation du domaine public aéroportuaire de Anaa (îles Tuamotu) donne lieu au versement d'une redevance annuelle exigible à compter du 6 octobre 2014 comme fixée par l'arrêté n° 1277 CM du 30 juillet 2010 modifié susvisé, laquelle s'élève à 15 000 F CFP (*quinze mille francs CFP*).

Art. 4. — Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 26 janvier 2015.  
Albert SOLIA.

CAHIER DES CHARGES n° 151 MET/DAC du 26 janvier 2015 applicable au régime d'occupation temporaire du domaine public aéroportuaire de Anaa (îles Tuamotu) à Mme Célestine Tane dans le cadre de l'exploitation d'un stand de vente de produits artisanaux à l'intérieur de l'aérogare.

Article 1er. — *Autorisation d'occupation*

Mme Célestine Tane, domiciliée à Anaa, vini : 87 25 01 46, ci-après dénommée "la bénéficiaire", est autorisée à occuper une surface de 11 mètres carrés dépendante du domaine public aéroportuaire de Anaa (îles Tuamotu), conforme au plan d'occupation correspondant ci-annexé, dans le cadre de l'exploitation d'un stand de vente de produits artisanaux à l'intérieur de l'aérogare.

L'occupation correspond aux concepts de référence tarifaire d'emplacement fermé de l'enceinte intérieure de l'aérogare.

Art. 2. — *Durée de l'autorisation*

L'autorisation est accordée par arrêté à titre personnel, précaire et révocable pour une durée de neuf (9) ans.

A l'échéance de l'autorisation précitée ou en cas de retrait anticipé, la bénéficiaire ne pourra se prévaloir d'aucun droit au maintien sur les lieux, sauf cas de renouvellement au gré de l'administration.